

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 3^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



PARIS, 16 MARS.

CITOYENS,

Tant que la République ne fut qu'un vœu de la portion la plus avancée et la plus héroïque de la France, cette terre classique de tous les genres d'héroïsme et de dévouement; tant que ses partisans, sublimes martyrs d'une foi encore incomprise, ne pouvaient emprunter qu'à leur audace l'espoir de la réaliser parmi nous; tant que les républicains enfin ne formèrent qu'un parti avancé dans la France, façonnée de si longue main aux vieilles habitudes de la monarchie, on pouvait supposer qu'il existerait, le lendemain de son triomphe, des esprits sérieux et graves qui révoqueraient en doute la possibilité et la durée de son administration régulière et pacifique.

Une minorité qui s'impose n'a d'autre moyen d'assurer son triomphe que la violence; il faut qu'elle maintienne l'opposition du grand nombre par la force inexorable de l'organisation; qu'elle frappe tout ce qui lui tombe d'hostile sous la main, pour couper les communications et supprimer les correspondances, pour morceler enfin la résistance, afin de la dompter pièce à pièce, et sur chaque point, d'après le système des gros bataillons.

Ce fut là la méthode de nos pères, magnanimes exécuteurs d'un impitoyable syllogisme, qui, en vouant leur mémoire à l'odieuse de cinquante ans d'imprécations, a eu pour conséquence la conquête des libertés, dont nous sommes appelés à recueillir l'héritage, nous tous, enfants issus et des vainqueurs et des victimes, et sortis des deux camps opposés, pour nous réunir fraternellement aujourd'hui autour du seul et même autel de la patrie.

Mais la République, en ces jours de grandes et vastes idées, a passé de l'état de vœu à celui d'une spontanée réalisation, de l'état de faction despotique à celui d'organisation sociale.

Elle est venue s'implanter, invincible et acceptée, sur les barricades, en franchissant d'un bond les tables des dynastiques banquet. Ce mot a passé si facilement par toutes les bouches, qu'on voyait bien qu'il germait depuis longtemps dans tous les cœurs. On s'est éveillé républicain, comme si l'on en avait l'habitude de longue date. Le lendemain, la justice se demandait: «Est-ce bien moi qui jetais hier les républicains dans les cachots? Cela ne me paraît pas probable; car ma toque me semble le bonnet rouge, et ma simarre la toge consulaire.» Les assommeurs des républicains de l'affaire de la Bourse levaient leurs gourdin en l'air, pour répondre franchement et cordialement au cri de *Vive la République*. Le cercle vicieux des ministres de l'extrême-droite, entraîné dans le tourbillon, offrait sa quaternité immuable pour tailler la plume des secrétaires de la nation; et la cité tout entière, la cocarde tricolore sur la région du cœur, accourait à la fête de la Liberté, comme à une fête séculaire.

Ce vieux fourbe de roi, avare et égoïste, avait tellement ramené à lui les racines de l'arbre monarchique, qu'il avait fini par n'en pas laisser la plus petite radicle dans le cœur des Français. Le dégoût avait gagné ses valets, même avant d'arriver à tout le monde; il n'en a plus trouvé un seul autour de lui, pour lui baisser le marche-pied de la voiture qui l'emportait en exil.

La monarchie avait usé jusqu'à son dernier ressort, dans ce spécimen de la plus crasse avarice; elle a expiré en France à son soixante-quinzième essai malheureux.

Que mettre donc à la place de ces volontés d'un seul, si ce n'est la volonté générale? La volonté générale est donc invoquée par toutes les opinions; toutes les opinions, même les plus disparates, sont franchement résolues à faire un appel définitif à la volonté de la nation.

*Cet appel seul est la proclamation la plus éclatante de la République.

Après ce pas en avant, n'espérez plus que l'on fasse ja-

mais un seul pas en arrière; on n'arrache jamais plus le sceptre, une fois qu'il a passé ainsi aux mains de tous. Si celui-là est roi qui nomme aux emplois de la France, le peuple seul est roi aujourd'hui, puisque lui seul nomme à tous les emplois, de notre consentement à tous.

A la rigueur, il pourrait se trouver encore en France quelques amis dévoués à la branche aînée, et quelques privilégiés du système métis de la branche cadette, qui seraient gens à chercher une combinaison gouvernementale possible, pour tâcher de greffer encore un bout de couronne sur le bonnet de la liberté. Mais qui de nous ne se montrerait indulgent soit envers ces illusions d'un dévouement héréditaire, dont cinquante ans n'ont pu amoindrir les regrets et les vœux, soit envers le triste désappointement de ces complaisants de nos dix-huit années, désappointement qui équivaut à un remords? N'insultons pas à la fidélité des uns, elle est touchante parce qu'elle est désintéressée: ne froissons pas l'amour-propre des autres; c'est l'amour-propre de la confusion; détournons les yeux de ces derniers, pour qu'ils recomposent leurs visages, et qu'ils paraissent en public aussi satisfaits que nous; vous savez que la satisfaction est assez dans leurs habitudes; c'est l'ascétisme et la quiétude de leur intérêt personnel.

Mais quel motif plausible et les uns et les autres auraient-ils de rêver encore la nécessité d'un roi?

Dans la disposition générale des esprits, un roi, ce ne serait plus qu'un mot, et un vain mot sur le trône, un vieux mot jurant avec la chose publique, et ridicule dans sa définition; ce serait une forme qui disparaîtrait dans le fond, une volonté qui se verrait toujours forcée d'être l'expression de la volonté générale, un simple pouvoir exécutif d'un pouvoir constituant, un premier employé faiblement rétribué de l'administration commune; un employé aux gages, à moins que, par sa position personnelle, il ne fût en état de faire le sacrifice de ses appointements à la caisse de l'État.

Mais un employé doué, à l'instant de son élection, de toutes les qualités voulues, peut le lendemain les perdre par maladie, ou les briser contre la première pierre venue d'achoppement; ses facultés peuvent faiblir sous le poids du travail ou de l'âge. Que faire alors dans le gouvernement de tous? L'endurer comme une nécessité dans ses excentricités et ses caprices? L'adorer comme un fétiche que quelques adeptes ont l'habileté de faire parler? Ceci commence à vous faire rire, aujourd'hui que l'État, ce n'est pas lui, mais tout le monde.

On lui donnera, direz-vous, des ministres. Mais qui, on? Tout le monde sans doute! Mais alors les ministres seront les ministres de tous, comme étant les élus de tous, les représentants temporaires de tous, susceptibles d'être destitués par tous. Que signifiera donc alors notre fétiche? Devant qui les solliciteurs iront-ils fléchir le genou, si ce n'est devant d'autres que lui?

Supposons pourtant que cet employé, placé au sommet de l'édifice républicain, y conserve toujours et dans tous les temps, et l'équilibre et la tête saine; qu'il ne soit jamais exposé à y avoir le vertige, en tenant les yeux fixés toujours en bas; qu'il conserve et son âme et ses mains pures de toutes les roueries du métier; qu'il traverse l'adolescence et l'âge mûr sans faiblesse, et arrive à la vieillesse sans décadence, conservant sous ses cheveux blancs toute l'activité dans les affaires, toute la justesse d'esprit dans les conseils, toute la hardiesse dans les moments difficiles, toute la virilité enfin dont il avait fait preuve dans ses jeunes ans. Mais à sa mort, qui mettez-vous à sa place? Un autre à notre choix? Nous voilà lancés, vous en conviendrez, d'un bond, dans la forme républicaine pure; votre roi fétiche n'avait été qu'un président à vie, qu'on avait laissé à vie, parce qu'il avait, tout le temps, paru aussi utile dans son emploi, que l'aurait été tout autre que lui.

Nous direz-vous qu'il serait bien d'adopter encore en

principe l'hérédité des charges pour ce genre d'emploi, alors que tous les autres seraient donnés au concours et aux suffrages de l'élection? Mais nous voilà retombés dans les fictions ridicules, dont l'histoire a tant de fois relevé l'iniquité et l'absurde, en trempant sa plume dans les larmes et dans le sang. Oh! non, vous ne croirez plus qu'il soit dans les desseins de la Providence, de nous voir condamnés à professer que désormais le fils du philosophe empereur Marc-Aurèle ne sera pas le dégoûtant Commode, que le fils de Henri IV ne sera pas Louis XIII, et que la race des d'Orléans de salira jamais plus ses fastes historiques du cynisme du régent, de l'atrocité du citoyen l'Egalité, et de la fourbe et de l'avarice du complice de Dumouriez.

Voyons, soyons sérieux; les choses marchent et nous débordent; le temps nous manque pour nous arrêter à d'aussi faciles réfutations.

Non, dans aucun parti, les hommes francs et loyaux ne songent plus au retour d'aucune espèce de replâtrage monarchique; l'idée d'un berceau sur le trône est une insulte à des hommes de six pieds; l'idée d'un gouvernement d'une femme par intérim est une insulte aux descendants des Francs, ces invincibles compagnons d'un chef élu et élevé sur le faisceau de leurs armes, et proclamé au tocsin de leurs boucliers.

La régence a pu d'abord sourire aux prétentions de quelques fashionables, de quelques beaux fils, marquis de la mascarade de nos dix-huit ans.

La femme, réhabilitée dans ses droits et ses devoirs, a acquis aujourd'hui un plus beau privilège, celui de devenir mère, si le ciel l'a créée féconde, et de ne plus être condamnée, par aucune fiction constitutionnelle, à la torture ou à l'immoralité d'un célibat de par la loi.

Arrière encore cette fiction qui jure contre les saintes lois de la morale et de la raison publique. La République ne veut admettre, dans ses formes variables, que l'une seule de celles qui ne jurent point contre la vérité.

Toutes les opinions admettent donc ces principes.

Nous voilà donc tous, enfants de ce beau pays de France, nous voilà donc tous républicains en droit et en principe, tous tant que nous sommes, nés sous le chaume ou sous les lambris sculptés, sous les prodiges de l'art ou sous le dôme des merveilles de la nature, enfants de la même famille, puisque nous sommes enfants de Dieu, et ne reconnaissant ici-bas aucun autre maître que lui, et aucun autre représentant de sa grande et solennelle voix que la voix de tout le monde.

Non, la France ne veut pas voir une seconde fois la République servir de revers de médaille à la face d'un roi.

Tout le passé est donc renversé; la table rase est faite par l'épreuve de 1830 et la contre-épreuve de 1848.

Tout est à reconstruire et à réédifier; et c'est nous tous que la patrie appelle à cette œuvre immortelle.

Assez de regrets ou de rancunes, de frayeurs ou de menaces, de bouderie ou d'exaltation. La division des intérêts amène la lutte, et la lutte se termine toujours par un bouleversement.

Entrons tous de bonne foi dans la voie de la réorganisation sociale.

Ne cherchons à rien reproduire de ce qui ne serait pas du goût de tous.

Triompher, ce n'est pas gouverner; escamoter, ce n'est pas triompher.

De semblables essais amènent toujours d'aussi fatales conséquences.

Le succès des conspirations est toujours gros d'une contre-révolution.

Voulez-vous conjurer à jamais le retour des révolutions? entrez tous hardiment, riches et pauvres, dans la voie de la réorganisation. Votre sort est entre vos mains, ne le jouez pas sur un coup de dé de l'amour-propre et de l'intérêt.

Malheur à nous, si le riche s'obstinait à faire classe à part, et à ne pas prêter la main au mouvement révolutionnaire ; s'il se renfermait dans ses vieilles antipathies de parvenu ; s'il boudait à la révolution de 1848 comme le firent les nobles à celle de 91 ; si, par un impie calcul, qui, Dieu merci, n'est plus de notre époque, il prétendait forcer le peuple, par la stagnation des affaires, à reprendre des opinions proscrites.

Que Dieu qui protège la France détourne de nous une telle aberration d'esprit ! Quand une immense machine se remet en fonction, le bâton que l'on jette dans les roues est broyé comme du verre, et la machine reprend son œuvre, après une fort courte perturbation ; ne plaignons pas avec une telle puissance, quand on s'y laisse prendre faute de précaution, il n'est plus au pouvoir d'un homme de vous en arracher entier ; il passerait comme le premier, à cette immense filière, que rien ne saurait fléchir ou ralentir dans ses circonvolutions.

Ne vous attardez pas par derrière au char du progrès ; ce ne serait pas là seulement une œuvre impie, ce serait un mauvais calcul.

Venez, venez avec nous, au sein de ce peuple de travailleurs, que l'on gagne toujours à connaître, et que l'on aime tant, une fois qu'on a un peu vécu parmi lui.

Ses calomnieux n'ont jamais été que ses spoliateurs ; pauvres orphelins dont les hommes d'affaires ont de tout temps absorbé l'héritage, et qui reviennent les défendre et le protéger, au jour du danger, comme s'ils n'avaient pas été victimes de la spoliation.

Rentrez dans leurs rangs d'où vous êtes sortis ; rentrez-y, riches, vous n'en sortirez pas pauvres. Songez que, maîtres de vos propriétés, les 22 et 25 février, ils vous les ont rendues le 24, avec livres, sous et deniers, et sans vous demander le pourboire d'usage.

Qu'avez-vous donc à craindre de vous considérer comme les fils aînés et les mieux favorisés de cette grande famille ? Venez dans leurs réunions, y apporter votre opinion et votre suffrage ; vous y serez témoins d'une discussion bien autrement lucide qu'à l'ex-chambre des députés. Apportez à ces théoriciens le tribut de votre longue pratique ; ils l'accepteront avec cette bienveillance qui n'a rien du servilisme de la reconnaissance, qui a tout de la cordialité de braves gens, lesquels ne se croient ni plus ni moins que tous les autres.

Quand vos frères déshérités n'auront plus ni froid ni faim, vous, enfants privilégiés, vous n'aurez plus ni peur ni crainte. Vous désirez dormir tranquilles, rien n'est plus facile ; faisons que tout le monde puisse dormir aussi tranquille que nous, et que la France n'ait plus à rougir de voir ramasser le soir, dans les rues, ces êtres forts, dont la nature voulait faire des héros, et dont votre civilisation marâtre fait si souvent des vagabonds.

Courage, nos frères heureux, concertez-vous avec vos frères malheureux ; qu'un intérêt de quelques sous ne soit pas entre vous une cause d'une division ruineuse pour la patrie.

Organisez-vous en arbitrage, pour décider, entre vous et avec les conseils du cœur, les questions de votre compétence ; une commission n'ira jamais aussi vite en besogne que votre commune association. Qui mieux que vous, fabricants et ouvriers, riches et pauvres, trouverait plus vite le joint des difficultés qui vous divisent ?

Notre salut à tous est dans votre concorde ; votre ruine à vous seuls serait dans votre antipathie ; car celui qui n'a rien ne se ruine jamais.

Vous avez été tous grands au combat ; soyez grands également à recueillir les fruits de la victoire.

Dieu vous a bénis ; l'Europe vous observe ; vous lui avez donné l'exemple de ce que peut un grand peuple pour renverser une vieille institution, un passé de quinze cents ans ; il vous reste à compléter votre ouvrage, en lui apprenant ce dont vous êtes encore capables, pour reconstruire l'édifice de l'avenir, pour léguer un noble et immortel héritage aux générations futures de notre beau pays.

VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE !

L'union fait la force.

Ouvriers et manufacturiers, vous venez de mettre en présence vos intérêts jusqu'à ce jour opposés. Ne vous laissez aller à aucun sentiment d'amertume, à aucun emportement d'amour-propre froissé. Vos dissensions seraient une cause de ruine pour vous tous, et une source d'insurmontables difficultés pour les finances du pays, aux prises déjà avec les embarras que lui légue l'administration la plus déplorable qui, pendant dix-huit ans, ait pesé sur la France.

Souvenez-vous que la République est le règne du dé-

vouement et non plus de l'égoïsme, le règne du travail au profit de tous et au détriment de personne. Faire dépendre la prospérité ou la ruine du pays d'une obole de plus ou de moins à ajouter au produit de la journée, c'est se distraire bien mesquinement des grandes questions qui doivent absorber toute notre attention citoyenne.

Le chômage du fabricant ou de son compagnon est une soustraction faite à la caisse de la patrie, qui vous nourrit alors et ne retire rien de vous.

Consommer sans produire, c'est une œuvre de parasitisme et non de républicanisme ; et discuter ce n'est pas produire.

Les questions d'égalité sont irritantes sans l'intervention de la fraternité. Frères, ne vous divisez pas ; citoyens de la même famille, ne vous froissez pas. Oh ! combien de questions, insolubles par le calcul, on peut résoudre avec le cœur !

Le citoyen ouvrier n'est pas suffisamment indemnisé de ses peines, chacun doit en convenir. Mais le citoyen fabricant est peut-être actuellement moins rétribué que son ouvrier lui-même. Les échéances ont été difficiles, les débouchés manquent, l'écoulement des marchandises cesse, la panique a un instant serré les liens de la bourse du capitaliste. Le fabricant est pauvre lui aussi, et souvent plus embarrassé que tel de ses apprentis.

Entr'aidez-vous, au lieu de vous combattre ; discutez en famille vos intérêts, et sans l'intermédiaire de personne ; qui serait plus compétent que vous sur les questions que vous avez à débattre ?

Fabricants, parlez en pères de famille à vos ouvriers ; et faites en sorte qu'ils se considèrent comme vos enfants, qu'ils aient foi en votre parole, qu'ils se reposent sur votre prudence et votre capacité. Reprenez vos anciennes relations, tout en continuant à discuter vos droits et à préparer les éléments d'une solution, qui doit varier selon les temps et la spécialité de la fabrique.

Donnons à la patrie une nouvelle preuve de notre dévouement, en reprenant tous à la fois notre collier de misère. L'Assemblée nationale nous aidera à vider nos différends, comme on les vide dans une République, c'est-à-dire en se tendant la main.

Le présent est pénible ; mais l'avenir de la France et du monde est si beau à contempler, qu'il doit nous rendre plus que patients à supporter la crise présente.

Donnons encore à l'Europe, qui nous contemple, cet exemple de la générosité du caractère français ; faisons aimer la République après l'avoir tant fait admirer. Montrons-nous grands au travail comme à la bataille ; et le ciel couronnera deux fois nos efforts.

M. Dumoulin, dont nous avions annoncé la nomination et la révocation, comme gouverneur du Louvre, est venu nous certifier qu'il n'a jamais été aide de camp de Casimir Périer dans les émeutes de 1851, et qu'il est prêt à soutenir publiquement cette déclaration, dans le cas où quelques-uns de ses concitoyens voudraient soutenir le contraire.

Notre impartialité nous fait un devoir de donner place à cette déclaration ; et M. Dumoulin étant rentré dans la vie privée, nous n'avons plus d'opinion à émettre à cet égard : notre droit de contrôle s'arrête à l'homme public et à ses actes.

Dès son apparition, l'Ami du Peuple a donné à la presse parisienne le premier éveil sur les choix malheureux qui échappent chaque jour à l'inattention du Gouvernement provisoire. Certains départements ont été justement alarmés des nominations qui les ont frappés dans leurs répugnances et leurs antipathies, et force a été de faire suivre la nomination d'une révocation immédiate.

Quand on a entre ses mains les dossiers des ministères et de la police, on ne saurait prétendre à l'excuse qui s'accorde à la surprise et à l'ignorance du fait. Il faut certainement pourvoir, par des secours, à l'entretien des agents publics ou secrets de la dynastie déchue ; mais il y a loin de cet acte de saine philanthropie à l'inconcevable tentative de leur mettre en main de nouveau les ressorts les plus actifs de l'influence gouvernementale. Ce qui pourtant se réalise tous les jours dans les bureaux des divers ministères et surtout dans ceux des citoyens ministres de la justice et de l'intérieur. Nous pensons que cet avis paternel suffira pour faire cesser ce désordre ; ou nous nous verrions forcé d'être plus explicite à cet égard.

Pour nous arrêter à un seul exemple, comment a-t-on pu donner à la commission des récompenses nationales, pour secrétaire général, le rédacteur des Mémoires de Vidoc, sous la dictée de Vidoc, l'homme dont la plume sub-

ventionnée s'est si souvent mise au service des agents de l'ex-royauté, dans le but d'en diffamer les victimes ?

Et puis est-ce bien à une commission secrète que la reconnaissance de la patrie doit confier le soin d'indemniser ou de récompenser les citoyens qui ont souffert pour elle ?

N'est-il pas à craindre qu'à la faveur du huis clos, comme cela est déjà arrivé en 1850, la récompense se trompe d'adresse et arrive à l'opresseur à la place de l'opprimé ?

Enfin, une récompense nationale ne doit rien tenir du provisoire ; c'est à la nation à voter la couronne, puisque c'est elle qui a recueilli les fruits du sacrifice. Renvoyez donc cette question, comme tant d'autres, à l'Assemblée nationale.

Mourir en combattant ou vivre en travaillant.

Ce n'est pas sans nous sentir rouler une larme dans les yeux, que nous avons lu, dans un journal, la liste et l'exposé des demandes respectives des combattants de février, à qui, dès le principe, on avait confié la garde des Tuileries ; après toutes les calomnies qu'une sourde machination, dont nous ignorons l'origine, avait jetées dans la circulation, il est touchant de relire le récit de la manière dont ils ont quitté le poste confié à leur garde, pendant les derniers jours. Nous avons recueilli de la bouche d'un avocat bien connu, qui, sous l'habit de garde national, ne les a pas perdus un instant de vue, nous avons recueilli, dis-je, les détails les plus circonstanciés sur l'intérieur de cette petite colonie militaire, à laquelle nous sommes redevables de la conservation des objets les plus précieux que renfermait ce monument.

On les a accusés de se livrer à l'orgie avec des femmes de mauvaise vie.

Calomnie atroce.

On les a accusés de ne vouloir sortir qu'à des conditions exorbitantes.

Calomnie plus atroce encore peut-être.

On les a accusés de ne pas vouloir se soumettre à une visite personnelle.

Oui, ils s'y sont refusés comme à une insulte. Mais ils ont réclamé cette mesure, dès qu'on a paru ne plus l'exiger.

Qui donc avait intérêt à signaler ainsi à l'indignation égarée de leurs concitoyens, des combattants qui n'ont pas couru, eux, à la curée, et qui, dans ce vaste corps de garde, ont, pendant huit jours consécutifs, donné une constante preuve de leur esprit d'ordre et de désintéressement ?

Quel besoin avait-on de jeter ainsi la panique comme le faisait le roi des émeutes, alors qu'il cherchait à asseoir son trône sur la division des citoyens ?

Le plus bel éloge de ces enfants du peuple et la plus sanglante critique de leurs calomnieux, se résume avec mélancolie dans l'énumération de leurs noms et des demandes qu'ils ont formulées. Ah ! certes, ils n'ont pas porté fort haut leurs prétentions à une récompense nationale, ceux-là ! Un tiers a demandé une blouse, un pantalon et des souliers ; l'autre tiers du travail ; et l'autre tiers, composé de pauvres pères de famille, ayant femme et enfants, a déclaré hautement ne demander rien.

Oh ! qu'ils sont magnanimes ces philosophes en hail-lons, qui ne savent que combattre pour la patrie, et puis redemander du travail ! Ambitieux, vantards, hommes de tous les lendemains ! arrièrè, ouvrez les rangs, laissez passer les pauvres artisans de votre fortune, et baissez les yeux devant le courage sublime d'abnégation personnelle ! Apôtres militants d'une foi nouvelle, ils ne demandent, en échange du travail de leurs mains, que le pain et le vêtement, victum et vestitum.

Parmi les malheureux tombés victimes, le 24 février, de la tyrannie de l'ex-roi, il est un nom qui ne doit pas être oublié, c'est celui de Georges Good, Anglais, qui se battait en vrai Français, pour la sainte cause de la liberté des peuples. Il était à la barricade de la rue du Muséum, lors de l'attaque du Château d'Eau, sur la place du Palais-Royal. Il a été frappé en pleine poitrine d'une balle qui a traversé le poumon droit. Quelques jours après, il succombait, avec le seul regret, après une si glorieuse victoire, de ne pas mourir Français.

Ces quelques mots à sa mémoire pourront adoucir auprès de quelques amis l'amertume du regret, car ils sauront que la France sait se souvenir des braves qui ont donné pour elle leur sang et leur vie.

Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.